



# Gestion et développement d'un service d'animation jeunesse intercommunal

## Avenant n°1

---

Entre

La Communauté Territoriale Sud Luberon, dont le siège social est situé 128, chemin des vieilles vignes, parc d'activités Le Revol 84240 LA TOUR D'AIGUES, représentée par son Président en exercice, Monsieur Robert TCHOBDRENOVITCH par délibération n° 2022-015 en date du 3 février 2022.

SIRET : 248 400 285 00057

Ci-après « COTELUB »

d'une part

et

SPL Durance Pays d'Aigues dont le siège social est situé 260 Boulevard de Verdun, 84240 LA TOUR D'AIGUES, représentée par son Directeur Général, Véronique RABY.

SIRET :

Ci-après « la SPL »

d'autre part.

## **Préambule :**

COTELUB et la SPL Durance Pays d'Aigues ont signé un contrat, prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2020, concernant la gestion et le développement d'un service d'animation jeunesse intercommunal.

Les parties ont convenu d'une clause de revoyure, article 9 du contrat, permettant de faire évoluer les stipulations de ce dernier pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques d'exécution des prestations.

Depuis l'entrée en vigueur du contrat, l'activité jeunesse a été fortement marquée par la crise sanitaire. En conséquence, le montant prévisionnel annuel, déterminé à l'article 8.2 du contrat, doit être ajusté. En l'occurrence, la crise sanitaire a impliqué une baisse des activités jeunesse proposées impliquant une baisse de la participation de COTELUB.

L'avenant est aussi l'occasion de simplifier le remboursement du renouvellement des véhicules, prévu au contrat initial en l'intégrant à la participation de COTELUB.

Le présent avenant est aussi l'occasion d'ajouter au contrat les obligations tenant au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public imposées par la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Enfin, cet avenant résilie la convention d'occupation temporaire du Transfo associée au contrat initial laquelle ne concernait qu'une part des locaux dédiés à l'activité jeunesse. En effet, depuis l'entrée en vigueur du contrat, le Transfo a été mis intégralement à disposition de la SPL, par voie de convention d'occupation temporaire distincte.

## **Article I. Modification du coût de la prestation**

Les 4 premiers alinéas de l'article 8.2 du contrat sont supprimés et remplacés par les stipulations suivantes :

« Le montant prévisionnel annuel est estimé à :

- 304 330 € pour 2020 ;
- 251 114 € pour 2021 ;
- 274 114 € pour 2022. »

## **Article II. Renouvellement des véhicules**

Le dernier alinéa de l'article 8.3 supprimé et remplacé par :

«La charge d'amortissement des véhicules acquis fin 2019 par la SPL est intégrée dans le calcul de la contrepartie financière de l'article 8.2».

## **Article III. Laïcité et neutralité du service public**

En application de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, la SPL est tenue d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Elle prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, elle veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles elle exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils

